

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Groupe Scolaire Albert Einstein
Lycée polyvalent et Section
d'Enseignement Professionnelle
Montluçon (Allier - 03)**

Rapport Technique (RT3) de Phase 3

N° 0031043T_0031021U_RT3

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Groupe Scolaire Albert Einstein
Lycée polyvalent et Section
d'Enseignement Professionnelle**

Rapport Technique (RT3) de Phase 3

N° 0031043T_0031021U_RT3



	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	◦ Marjorie LELIEVRE	Ingénieur de projet
Vérificateur	Anne-Marine ROBERT	Chef de projet
Approbateur	Nathalie HEBRARD	Superviseur

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2^{ème} Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*¹. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature de ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

¹ Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de

gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Résultats des investigations de phase 3

Des investigations de phase 3 ont été menées sur les milieux « fruits », « air sous dalle », « gaz du sol » et « air intérieur ».

Les investigations ont été réalisées conformément au programme défini à l'issue de la phase 2, à l'exception :

- d'un prélèvement passif qui a été déplacé dans la chambre du surveillant contigüe à la chambre d'internat concernée par le prélèvement actif associé ;
- d'un prélèvement d'air sous dalle qui a été décalé par rapport aux investigations de phase 2 en raison du changement de mobilier fixé au sol ;
- d'un prélèvement de gaz du sol qui a été ajouté à proximité de l'ancienne cuve à fioul de l'établissement.

Les résultats ont été interprétés conformément au guide de gestion des résultats des diagnostics réalisés dans les lieux accueillant enfants et adolescents (BRGM, ADEME, INERIS, InVS) de juin 2011 et à la note ministérielle du 8 février 2007 définissant le cadre général de la politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués.

Les investigations ont montré que :

- au regard des résultats d'analyses, les fruits de l'établissement peuvent être consommés ;
- les analyses montrent une pollution au voisinage de la cuve de stockage d'huiles usagées appartenant au lycée ;
- dans l'air intérieur des salles de classe, des chambres de l'internat du bâtiment de l'enseignement général ainsi que dans les logements de fonction un composé volatil est présent à des concentrations susceptibles de poser un problème.

La présence de ce composé peut néanmoins être mise en relation avec les activités du site BASIAS puisque ce composé était utilisé et stocké sur l'un des anciens sites industriels qui était situé au droit de cet établissement.

Ainsi, la qualité de l'air intérieur de certains locaux n'est pas compatible pour les usagers de l'établissement dans sa configuration actuelle. Sur la base de l'ensemble de ces éléments, le groupe scolaire Albert Einstein (n°0031043T_0031021U) à Montluçon (03) est classé en « catégorie C : les aménagements et les usages actuels ne sont pas compatibles avec l'usage (salle de classe et chambres d'internat du bâtiment d'enseignement général et logements de fonction) ».

Concernant l'influence des anciennes activités industrielles, il est recommandé :

- Dans l'immédiat, d'améliorer l'aération des bâtiments d'enseignement général (classes et chambres d'internat), des ateliers et des logements de fonction ;
- De mettre en œuvre des campagnes de diagnostics pour identifier la source de pollution et l'étendue de la zone polluée en tenant compte :
 - de l'implantation de l'ancienne cuve de stockage de cette substance (liquéfié) ;
 - des possibilités d'apport de cette substance par les produits d'entretien utilisés sur l'établissement et les matériaux d'isolation des bâtiments ;
- De mettre en place une surveillance de la qualité de l'air intérieur dont la première campagne interviendrait pendant la période estivale.

Concernant l'influence de l'activité propre à l'établissement, l'attention du maître d'ouvrage est appelé sur la nécessité de :

- Vérifier l'étanchéité de la cuve d'huiles usagées proche de l'atelier mécanique, et procéder à sa vidange et à son inertage si celle-ci n'est plus utilisée ;
- Procéder à la vidange, au contrôle et à l'inertage de la cuve à fioul si celle-ci n'est plus utilisée ;
- Vérifier que les bonnes pratiques environnementales liées aux activités exercées au niveau des ateliers du lycée (notamment la réalisation des vidanges ou autres opérations émettrices de fluides sur un bac de rétention ou a minima sur de l'enrobé) soient connues et appliquées par les élèves et les professeurs.

Concernant les résultats du levé de doute radiologique, lors de la phase 2 du diagnostic, le bureau d'études recommande que le maître d'ouvrage :

- Mette en place des actions simples sur le bâtiment tel qu'« améliorer son aération » ;
- Réalise un contrôle d'efficacité des actions mises en place par de nouvelles mesures intégrées du radon ;
- Refasse les mesures intégrées du radon manquantes.

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche.